

Electronique

L'obsolescence programmée n'a pas encore eu la peau des réparateurs

2/5 Des gestes pour la planète

Face aux défis écologiques, économiques ou sociaux, que faire pour s'inventer un autre futur? Alors que le film Demain invite à la réflexion en présentant des actions concrètes déjà en marche dans le monde, 24 heures se penche sur des initiatives qui existent à côté de chez vous.

Alain Détraz

Le bel écran plat acheté il y a quelques années vient de lâcher. Impossible de le rallumer. Pour bien des ménages, l'incident est souvent le prétexte à «se faire plaisir». D'autant plus que, pour le prix dépensé à l'époque, on trouve aujourd'hui mieux, plus grand, avec des fonctionnalités supplémentaires. C'est en gros le principe de l'obsolescence programmée, ou planifiée. Depuis des années, les associations de consommateurs et certains politiques pointent du doigt ce mode de production industriel, qui envoie à la casse quantité d'objets. La résistance s'organise et certains préfèrent contourner ce modèle en prônant le chemin de la réparation plutôt que celui de la déchetterie.

«Regardez ce composant électronique, il coûte 45 centimes, mais le constructeur ne le vend pas», pointe Marc Schaefges. Dans son atelier de Télépermanence, au Mont-sur-Lausanne, il s'affaire autour d'écrans de télévision défectueux et d'autres appareils électroniques. «Ils ne sont pas conçus pour être réparés, dit-il. Un fabricant me l'a dit au téléphone au sujet d'un poste de radio: ce n'est pas rentable.»

Agé de 36 ans, le petit entrepreneur a commencé sa carrière par un apprentissage d'électricien radio-TV. C'était à la fin des années 90, une époque pratiquement révolue où la réparation de l'électroménager était encore prévue par les constructeurs. vait obtenir des fabricants les piè-sants. Sur Internet, l'électronicien



Même si ce n'est pas son activité principale, Marc Schaefges est convaincu de la nécessité de réparer plutôt que de jeter.

«Avant, on pouvait obtenir des pièces de rechange, aussi bien que les schémas de construction»

Marc Schaefges

Télépermanence

ces de rechange, aussi bien que les schémas de construction.»

En quête sur les sites chinois

Aujourd'hui, ces schémas sont introuvables ou, au mieux, incomplets. Du coup, le prix ridicule de certains composants électroniques n'a souvent que peu d'influence sur la facture d'une réparation. «Ce qui coûte, c'est le travail, la recherche de la panne», «C'était la belle époque des télévi- grince Marc Schaefges. Sans parseurs à tubes, sourit-il. On pou- ler de la recherche de ces compova fouiner sur des sites chinois ou sur les marchés en ligne tels qu'eBay pour trouver la pièce à changer.

En deux décennies, les réparateurs d'électroménager ont, pour ainsi dire, disparu. Le consommateur a appris à jeter au lieu de faire réparer, constate l'électronicien du Mont: «Il faut relancer la machine et c'est aux consommateurs d'encourager cela.» La machine est d'ailleurs en route. Un client passe justement à l'atelier de Télépermanence pour rechercher son petit poste de télé tout juste remis à neuf. «Souvent, on jette des appareils pour pas grand-chose, alors on a regardé sur Internet et on a trouvé ce réparateur», témoigne le visiteur. Marc Schaefges se réjouit d'ailleurs de ce qu'il perçoit comme une tendance: «Les gens qui viennent chez moi sont révoltés contre la société de consommation.» Il rappelle que la France a adopté une loi pour agir contre l'obsolescence programmée.

Reste encore du chemin à faire pour que ce geste redevienne aisé. Le fameux réparateur lausannois La Bonne Combine connaît des difficultés face au développement du Web, la baisse des prix du neuf et l'irréparabilité des appareils récents. Plusieurs sites Internet s'attachent pourtant à donner les adresses de réparateurs. Il en va ainsi de la Fédération romande des consommateurs (FRC) ou encore de lausanne-repare.ch.

Voilà pour les consommateurs. Pour ce qui est des réparateurs, les choses bougent aussi. Ainsi, Marc Schaefges se targue de représenter en Suisse romande le réseau de réparateurs développé en France par Francis Delafoy, qui tourne autour d'un label. «Une collaboration avec une société de recyclage de composants électroniques est en train de se mettre en place», annonce-t-il. L'objectif est de mettre à disposition la connaissance des modes de réparations mais aussi des pièces de rechange, neuves ou usagées. Branché sur la France, il n'avait pas connaissance du projet initié par François Marthaler (lire ci-dessus). Si les initiatives se développent, reste peut-être encore à les fédérer.

Vers I'«open hardware»

 En informatique, on connaît les logiciels libres, dits open source. Et si l'on procédait de même avec les composants des appareils électriques? Ancien conseiller d'Etat écologiste, François Marthaler est un convaincu de l'«open hardware» ou matériel libre. Fondateur, il y a plus de trente ans, de La Bonne Combine, il ambitionne de développer une version 2.0 de ce magasin de réparation. «Il faudrait parvenir à créer à large échelle un écosystème mettant en relation guides de réparation et de bricolage, composants et pièces de rechange bon marché, mais aussi pièces d'occasion», écrit-il sur son blog.

Joint par téléphone, ce retraité de la politique est intarissable sur les différents moyens d'assurer la durabilité des appareils qu'on tend à jeter à la moindre panne. «Il faut que la récupération de pièces de rechange atteigne le stade industriel en créant un marché dynamique», dit-il. Ce marché

serait à mettre en relation avec une base de données. Il cite l'exemple du site Internet iFixit, nourri de la contribution des internautes, qui proposent des manuels de réparation allant de la voiture au smartphone. Le site prospère en vendant des pièces et des outils spécialisés.

Reste que l'avenir appartient à l'élaboration d'appareils produisant moins de déchets. «Le stade suivant est l'open hardware», parie François Marthaler. En matière de smartphones, Google développe un téléphone modulable baptisé Ara à partir d'une technologie libre. Ce projet fait suite à celui de Phoneblocks. Tous deux promettent de pouvoir monter soi-même son téléphone avec des blocs indépendants à clipper entre eux. Et donc faciles à changer. Pour le fondateur de La Bonne Combine, il s'agira d'instaurer un «label de normalisation», afin que les composants d'un appareil puissent être produits par n'importe quel fabricant.